



PRÉFET DE LA HAUTE-SAVOIE

**DIRECTION DÉPARTEMENTALE DE
LA PROTECTION DE LA POPULATION**

Service protection de l'environnement
industriel et agricole

Anney, le 3 décembre 2010

LE PRÉFET DE LA HAUTE-SAVOIE
Chevalier de la Légion d'Honneur

Arrêté DDPP n°2010.294

Portant prescriptions complémentaires à la société
STLRIGARD SAS pour son établissement situé à **MARIGNY-SAINT-MARCEL**

VU le code de l'environnement et notamment le titre premier du livre V relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 10 mai 2000 relatif à la prévention des accidents majeurs impliquant des substances ou des préparations dangereuses présentes dans certaines catégories d'installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et notamment son article 11.3 ;

VU l'arrêté préfectoral du 17 octobre 1995 autorisant la société RASTELLO SA à exploiter un dépôt de gaz liquéfié sous pression en bouteilles amovibles sans opération de transvasement sur la commune de Marigny-Saint-Marcel ;

VU le récépissé du 4 septembre 2007, donné à la société STLRIGARD SAS par le préfet de la Haute-Savoie, suite à sa déclaration de changement d'exploitant du 1^{er} juillet 2007 ;

VU l'étude de dangers transmise par l'exploitant et objets des rapports du BUREAU VERITAS de novembre 2008 et mai 2009 ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées du 26 août 2009 ;

VU les avis du service départemental d'incendie et de secours des 6 novembre 2009 et 13 septembre 2010 ;

VU les éléments complémentaires apportés par l'exploitant dans son courrier du 26 juillet 2010 ;

VU l'avis du conseil départemental de l'environnement, des risques sanitaires et technologiques émis à l'occasion de sa réunion du 5 novembre 2010 ;

Considérant les conclusions du rapport de l'inspection des installations classées susvisé faisant état de la nécessité de mettre en œuvre des mesures de risques complémentaires sur l'établissement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Haute-Savoie ;

ARRETE

Article 1^{er} :

Il est donné acte des éléments transmis par la société RIGARD STL dans son étude de danger susvisée.

Il est prescrit à l'exploitant la transmission à monsieur le préfet de la Haute Savoie

- **au plus tard, le 31 mai 2011, d'une étude spécifique sur le risque lié à la foudre portant**
 - sur l'ensemble de l'installation en général et
 - sur les casiers et les bouteilles en particulier ;
- **au plus tard, le 31 mai 2014, d'une révision complète de l'étude de dangers.**

Article 2 : Mesures de maîtrise de risque complémentaires :

En complément des mesures de maîtrise de risque identifiées dans l'étude de dangers susvisée, il est prescrit à l'exploitant, **au plus tard six mois après la notification du présent arrêté**, la mise en place

- **d'un programme de formations et d'évaluations périodiques des chauffeurs et du personnel présents sur le site, intégrant la gestion des situations d'urgence,**
 - **d'une détection d'incendie à l'intérieur des bâtiments :**
 - x associée à des alarmes sonores et visuelles
 - x et garantissant, en dehors des heures ouvrées, la transmission de l'information à
 - une société de télésurveillance
 - et à une personne en astreinte de l'exploitant susceptible d'être présente sur le site en moins de 20 minutes.
 - **d'un dispositif anti-intrusion comprenant :**
 - x une protection périphérique garantissant, en cas d'effraction hors des heures ouvrées, l'information immédiate du cadre en astreinte et de la société de télésurveillance ;
 - x un portail automatique
 - fermé dans le cas général,
 - équipé d'une caméra de surveillance,
 - actionné uniquement par une personne habilitée par l'exploitant après vérification de l'identité des personnes se présentant à l'entrée du site.
- En cas de sinistre, ce portail ne doit pas être un obstacle à l'intervention des services de secours. Il est à ce titre équipé
- d'un système de déverrouillage manœuvrable avec les moyens dont disposent les sapeurs pompiers
 - ou d'un boîtier sous verre dormant positionné dans l'enceinte de l'établissement et renfermant une clé de déverrouillage.
- L'exploitant se rapprochera du service départemental d'incendie et de secours pour définir en commun la meilleure solution à retenir.
- **d'un robinet d'incendie armé pré-positionné permettant d'arroser le parking poids lourds à l'entrée du site, en cas de risque d'incendie Ce robinet est manœuvrable été comme hiver ;**

- **de consignes d'exploitation**
 - x couvrant les phases de chargement et de déchargement des camions,
 - x définissant les contrôles à réaliser sur les camions avant son entrée sur le site, parmi lesquels
 - le contrôle d'identité du chauffeur ;
 - la vérification de l'absence de points chauds ;
 - et la vérification de la présence d'un coupe-batterie automatique lors du stationnement ;
- **d'un plan de prévention en cas d'intervention d'entreprises extérieures ;**
- **de consignes de sécurité pour ces mêmes entreprises extérieures ;**
- **de consignes visant à gérer les modifications des installations ;**
- **d'un plan de circulation affiché à l'entrée du site et joint aux consignes délivrées aux chauffeurs ;**
- **d'une identification physique des mesures de maîtrise de risques technique, telles que les dispositifs de lutte contre l'incendie, les alarmes, les détecteurs d'incendie, le dispositif anti-intrusion ;**
- **d'un programme d'essais périodiques et de maintenance préventive de ces mêmes mesures de maîtrise de risques techniques ;**
- **d'un détecteur de gaz portatif accessible notamment aux services d'intervention ;**
- **et la révision du plan d'opération interne qui comprendra notamment un plan masses faisant état de l'ensemble du dispositif de lutte contre l'incendie.**

Article 3 : Intervention des services de secours :

L'exploitant transmettra un exemplaire à jour du plan d'opération interne au service départemental d'incendie et de secours et définira un programme périodique d'exercices en commun.

L'exploitant met en place des dispositions permettant en cas de sinistre

- une bonne information (état des stocks, plan masses figurant l'ensemble des moyens d'interventions internes et externes disponibles,...)
- de garantir l'accueil des premiers détachements des sapeurs pompiers par du personnel qualifié de l'exploitant capable de guider l'intervention et de donner l'ensemble des informations.

Article 4 : Notification et Recours :

Le présent arrêté sera notifié à monsieur le directeur de la société STL RIGARD SAS.

La présente décision pourra être déférée au tribunal administratif de Grenoble :

- par le titulaire de l'autorisation dans un délai de deux mois qui commence à courir à compter du jour où la présente décision lui aura été notifiée ;
- par les tiers dans un délai de quatre ans à compter de la publication ou de l'affichage de la présente décision.

Article 5 : Publicité :

Un extrait du présent arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise sera affiché à la mairie de Marigny-St-Marcel pendant une durée minimum d'un mois et affiché en permanence de façon visible dans l'établissement par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

Article 6 : Exécution :

Monsieur le secrétaire général de la préfecture de Haute-Savoie, Madame la directrice départementale de la protection des populations et Monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargé de l'inspection des installations classées sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée à monsieur le maire de Marigny-Saint-Marcel.

Pour ampliation,
La Chef de service,


Michèle ASSOUS



Le Préfet,
Pour le Préfet,
Le secrétaire général,

Signé Jean-François RAFFY